

DOSSIER D'ENREGISTREMENT
NOUVEAU CENTRE DE TRI DE
COLLECTES SELECTIVES
Commune de Chambéry (73)

**Pièce n°4 : Compatibilité affectation
des sols**



REVISIONS

Version	Date	Description	Auteurs	Relecteur
1	27/02/2023	Première émission	L. VALLETTE-DEBORDE (SEE)	C. CABLÉ (SEE)

COORDONNEES

Siège social	Responsable d'affaire
setec énergie environnement	Margot LELOUP
	Chef de projet
Immeuble Central Seine 42 - 52 quai de la Rapée - CS 71230 75583 PARIS CEDEX 12 FRANCE	Immeuble le Corner 97 / 101 Boulevard Vivier Merle 69003 LYON FRANCE
Tél +33 1 82 51 55 55 Fax +33 1 82 51 55 56 environnement@setec.fr www.setec.fr	Tél +33 5 67 19 64 78 Mob +33 7 64 57 56 81 margot.leloup@setec.com

Table des matières

1. Situation cadastrale et maîtrise foncière	4
2. Compatibilité avec les documents d'urbanisme	9
2.1 Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi)	9
2.1.1 Zone Zéro rejets d'eaux pluviales	12
2.1.2 Pluies exceptionnelles	14
2.2 Périmètre de protection Rapproché AEP et PPR du Puit des îles	16
2.3 Etat des sols	18
2.4 Plan de Prévention des Risques (PPR)	19

Table des illustrations

Figure 1: Plan de division parcellaire	5
Figure 2: Emprise foncière du futur centre de tri	6
Figure 3: Plan masse du site	7
Figure 4 : Plan de zonage des parcelles projetées	9
Figure 5: Localisation du projet en zone "zéro rejet"	12
Figure 6: Carte des ruissellements exceptionnels (PLUi / zonage pluvial)	14
Figure 7: Extrait carte des préconisations d'infiltration d'EP	17

Tableaux

Tableau 2 : Parcelles d'implantation du centre de tri	4
---	---

1. SITUATION CADASTRALE ET MAITRISE FONCIERE

Le centre de tri sera implanté sur la commune de Chambéry sur les parcelles présentées dans le tableau ci-dessous :

Tableau 1 : Parcelles d'implantation du centre de tri

Adresse	Section et n°	Superficie (m²)	Propriétaire
Zone industrielle de Bissy, Rue de Chantabord	HB 0001	43 640	Savoie Déchets est en cours d'acquisition d'une partie de cette parcelle dont le propriétaire est la COGIP : Savoie Déchets deviendra propriétaire d'environ 19 636 m². Le reste sera occupé, en location, par BMV (société de transports et logistique) et KEOLIS (opérateur privé de transport public). Voir Pièce n°4 Annexe 2 _Plan de bornage cession HB 0001
Zone industrielle de Bissy, Rue du Pré Demaison	HA 0002	11 916	Savoie Déchets est propriétaire de cette parcelle. Voir Pièce n°4 Annexe 1 _Acte notarié parcelles zone orange
Zone industrielle de Bissy, Rue du Pré Demaison	HA 0007	2 024	Savoie Déchets est propriétaire de cette parcelle. Voir Pièce n°4 Annexe 1 _Acte notarié parcelles zone orange

La parcelle HB 0001 fait actuellement l'objet d'un plan de division parcellaire (cf plan suivant). Elle sera donc divisée en deux parcelles réparties de manière respective entre Savoie Déchets et COGIP (avec deux locataires KEOLIS et BMV) : HB 1 0001 (environ 19 636 m² pour Savoie Déchets), HB 2 0001 (environ 23 910 m² pour COGIP avec deux locataires BMV et KEOLIS).



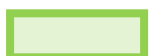
 Zone de division parcellaire

Figure 1: Plan de division parcellaire

Les parcelles occupées par BMV (vert) et KEOLIS (bleu) appartiennent au même propriétaire, la société COGIP.



Figure 2: Emprise foncière du futur centre de tri

Le plan masse du projet est le suivant :



Figure 3: Plan masse du site

L'emprise au sol du projet, dont la clôture est identifiée en rouge sur le plan masse ci-dessus, est au total de 33 440 m², dont 11 916 m² sur la parcelle HA 0002 et 2 024 m² sur la parcelle HA 0007 et environ 19 636 m² sur la parcelle HB 0001.

2. COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS D'URBANISME

2.1 PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL (PLUi)

Les parcelles du Tableau 1 ci-dessus sont classées **UAI** selon le Plan local d'Urbanisme intercommunal dont la dernière version a été approuvée le 28 février 2023 :

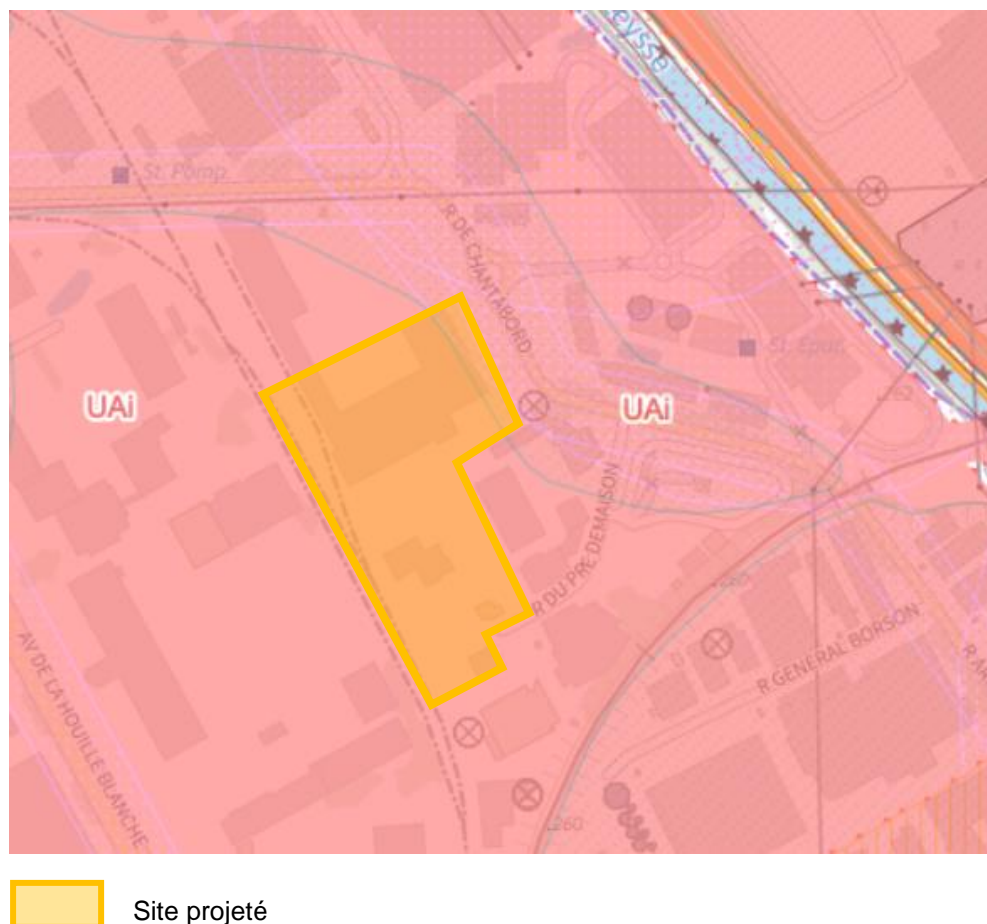


Figure 4 : Plan de zonage des parcelles projetées

Le document Pièce n°4 Annexe 3_Récapitulatif de la réglementation PLUi de la zone UAI recense les principales prescriptions que le projet doit respecter.

La zone UA regroupe les espaces à vocation économique, industrielle, tertiaire, commerciale ou mixte situées dans les communes de la cluse chambérienne.

Elle comprend quatre sous-secteurs et notamment le sous-secteur UAI.

USAGE DES SOLS ET DESTINATION DES CONSTRUCTIONS

Article UA et AUA1 : destinations et sous-destinations interdites et autorisées sous conditions

Au sein des secteurs UAI et AUA1 :

DESTINATIONS	SOUS-DESTINATIONS	Autorisé	Autorisé sous conditions	Interdit
Exploitation agricole et forestière	exploitation agricole		(1)	
	exploitation forestière		(1)	
Habitation	logement		(2)	
	hébergement		(3)	
Commerce et activités de service	artisanat et commerce de détail		(8)	
	restauration		(5)	
	commerce de gros			
	activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle			(4)
	hébergement hôtelier et touristique			(4)
	cinéma			(4)
Équipements d'intérêt collectif et services publics	locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés			
	locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés			
	établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale		(6)	
	salles d'art et de spectacles			(4)
	équipements sportifs			(4)
	autres équipements recevant du public			(4)
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	industrie			
	entrepôt			
	bureau		(7)	
	centre de congrès et d'exposition			(3)

- (1) Constructions nouvelles : interdites, sauf en AUA1, à condition d'être compatibles avec les activités économiques de la zone.
Constructions existantes : la réhabilitation et l'extension limitée des constructions, à raison d'une extension unique à compter de la date d'approbation du PLUi HD, à conditions de ne pas dépasser 10% de la surface de plancher du bâtiment existant à la date d'approbation du PLUi HD.
Pour les constructions agricoles et forestières, cette condition s'applique à la surface de plancher et à l'emprise au sol ;
- (2) Les logements sont autorisés à condition :
- D'être destinés exclusivement à une activité de gardiennage répondant à un besoin de l'établissement économique existant ;
 - De ne pas excéder 20 m² de surface de plancher ;
 - D'être implantés dans la continuité directe du bâtiment d'activité principal de l'établissement.
- Les conditions précédentes sont cumulatives.
Les terrains familiaux locatifs et l'habitat adapté locatifs destinés à l'accueil des gens du voyage sont autorisés.
- (3) Les hébergements sont autorisés à condition de répondre au besoin d'une activité d'enseignement, d'équipement ou industrielle implantée sur la zone (conditions cumulatives).
- (4) Constructions nouvelles : interdites.
Constructions existantes : les extensions sont autorisées dans la limite de 30% de la surface de plancher existante.
- (5) La restauration est autorisée à condition :
- De répondre au besoin de fonctionnement des établissements économiques implantés sur la zone ;
 - De ne pas dépasser 400 m² de surface de plancher.
- Les conditions précédentes sont cumulatives.
- (6) Constructions nouvelles : seuls les services d'accueil à destination de la petite enfance sont autorisés à conditions :
- De répondre au besoin d'activités économiques implantées sur la zone ;
 - D'offrir un service mutualisé entre plusieurs établissements économiques implantés sur la zone.
- Les conditions précédentes sont cumulatives.
Constructions existantes : Les extensions sont autorisées dans la limite de 30% de la surface de plancher existante
- (7) Les constructions accueillant des bureaux à la condition que la surface dédiée aux bureaux ne représente pas plus de 50% de la surface de plancher de la construction
- (8) Constructions nouvelles : interdites sauf magasins d'usine avec vente directe aux particuliers, dans la limite de 30 m² de surface de plancher maximum.
Constructions existantes : les extensions sont autorisées dans la limite de 15% de la surface de plancher existante.

Article UA2 et AUA2 : interdiction et limitation de certains usages, affectations des sols, et types d'activités

Dans les secteurs repérés au plan zonage, soumis à condition spéciale au titre du R.151-34 du Code de l'urbanisme, toute construction, installations de toute nature, permanentes ou non, plantations, dépôts, affouillements, forages et

UA-AUA-140

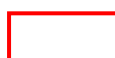
Secteur Urbain - modification n°2 approuvée le 10 novembre 2022

RÈGLEMENT
LITTÉRAL
**PLAN
DE SECTEUR
URBAIN**

exhaussements de sols, sera conditionné à une connaissance plus approfondie des risques naturels.

USAGES ET AFFECTATIONS DES SOLS	Interdit	Autorisé sous condition
Carrières		
Dépôts et réservoirs de substances susceptibles d'altérer la qualité de l'eau, dépôts de ferraille, matériaux et véhicules désaffectés et le stockage de véhicules de caravanning		(4)
Ouverture de terrains de campings ou de caravanning ainsi que ceux affectés à l'implantation d'habitations légères de loisirs		
Nouveaux accès et voies privées ayant pour objet la desserte de constructions situées en zone urbaine (U)		(1)
Nouvelles installations classées pour la protection de l'environnement		(2)
Extension ou la transformation des installations classées pour la protection de l'environnement		(2)
Constructions de plus de 20 m² de surface de plancher situées au sein d'un périmètre d'attente de projet global d'aménagement défini au titre de l'article L.151-41 du Code de l'urbanisme et identifié au plan de zonage graphique, avant la levée préalable de cette servitude.	(3)	

- (1) à condition qu'elles correspondent à des besoins nécessaires à la vie et à la commodité des habitants et autres usagers de la zone, que soient mises en œuvre toutes dispositions pour les rendre compatibles avec l'habitat environnant et qu'il n'en résulte pas pour le voisinage des nuisances ou des risques (bruit, circulation, etc.)
- (2) à condition qu'il n'en résulte pas pour le voisinage une aggravation des risques et nuisances liés au classement et que toutes dispositions utiles soient mises en œuvre pour l'intégration dans le milieu environnant.
- (3) Les travaux ayant pour objet l'adaptation, le changement de destination et la réfection des constructions existantes sont toutefois autorisés au titre de l'article L.151-41 du Code de l'urbanisme. L'extension limitée des constructions existantes est également autorisée à condition de ne pas dépasser 10% de la surface de plancher du bâtiment existant à la date d'approbation du PLUi HD.
- (4) Sous réserve de respecter les normes environnementales et de ne pas altérer la qualité de l'eau.



Destination, usages et affectations des sols qui concernent le projet

Figure 5: Extrait du PLUi de la commune de Chambéry du 10 novembre 2022

Le centre de tri fait partie des équipements d'intérêt collectif et services publics (Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés). L'activité est donc bien compatible avec le zonage UAi.

De plus, les nouvelles ICPE sont autorisées sous conditions qu'il ne résulte aucune aggravation des risques et nuisances liés au classement vis-à-vis du voisinage et que toutes les dispositions utiles soient mises en œuvre pour l'intégration dans le milieu environnant ce qui est bien le cas dans le cadre de ce projet.

Le projet de centre de tri sera conforme au PLUi.

2.1.1 Zone Zéro rejets d'eaux pluviales

Selon le PLUi, le site est classé en zone « zéro rejet » signifiant qu'aucun rejet d'eaux pluviales (EP) dans le réseau d'EP public n'est autorisé et que l'infiltration de ces eaux y est obligatoire. La rétention doit être privilégiée dans le cas où l'infiltration s'avère impossible. Seule une dérogation autorisant le rejet des EP dans le réseau public d'EP est accordée en cas de trop plein.



Légende

Zones "zéro rejet" :

Aucun rejet d'eaux pluviales n'est admis à l'aval des surfaces aménagées, jusqu'à la période de retour d'insuffisance minimale imposée. (S'applique quelle que soit la taille du projet)

 Zones "zéro rejet"

Figure 6: Localisation du projet en zone "zéro rejet »

La gestion des eaux de ruissellement est encadrée par les règles suivantes :

- capacité de rétention à la parcelle : à minima, 15 L/m² de surfaces imperméabilisées non connectées au réseau EP,
- débit maximal de rejet : 0 L/s (**zone zéro rejet**).

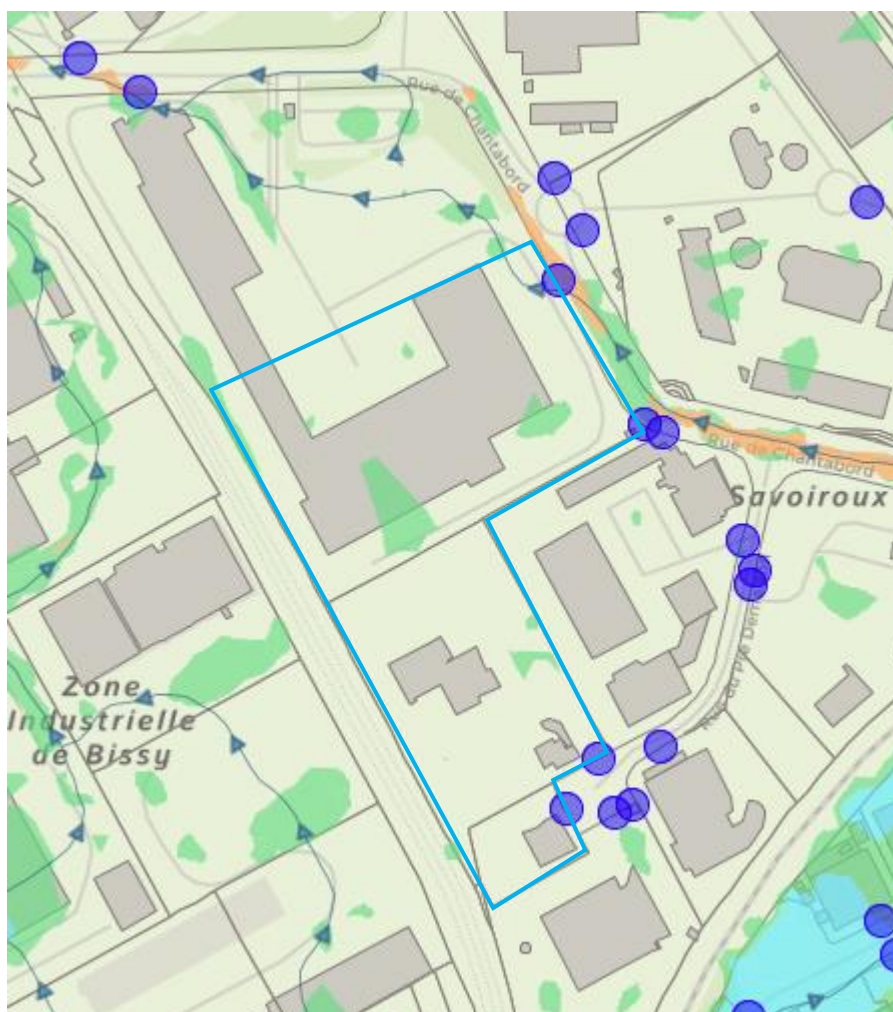
Sur le secteur considéré, la période de retour d'insuffisance minimale prise en compte pour les dimensionnements est fixée à 20 ans. En conséquence, pour des durées d'occurrence inférieures ou égales à ce seuil, la gestion des eaux pluviales sera réalisée à l'échelle de la parcelle.

La gestion de l'eau appliquée sur le futur centre de tri respectera les prescriptions du PLUi en termes de non-rejet des EP et d'infiltration naturelle et se basera sur le principe suivant :

Le site projeté respectera les contraintes et les prescriptions des documents d'urbanisme en appliquant un principe de gestion des eaux adapté et répondant à ces contraintes. Ce principe est expliqué dans les pièces n°1 et n°24.

2.1.2 Pluies exceptionnelles

La partie nord du site est concernée par des zones de ruissellements exceptionnels :



Emprise du projet

Grille d'aléa				
Hauteur de submersion en cm	> 100	Ecoulements forts, avec fortes hauteurs de submersion (risque de noyade)	Ecoulements très forts, avec fortes vitesses et fortes hauteurs (risque de noyade et d'emportement)	
	50-100			
	15-50	Ecoulements conséquents (sans grand danger)	Ecoulements forts, avec fortes vitesses (risque d'emportement)	
	< 15	Ecoulements limités (pour tout projet)		
		0-0.5	0.5-1	> 1
		Vitesses d'écoulement en m/s		



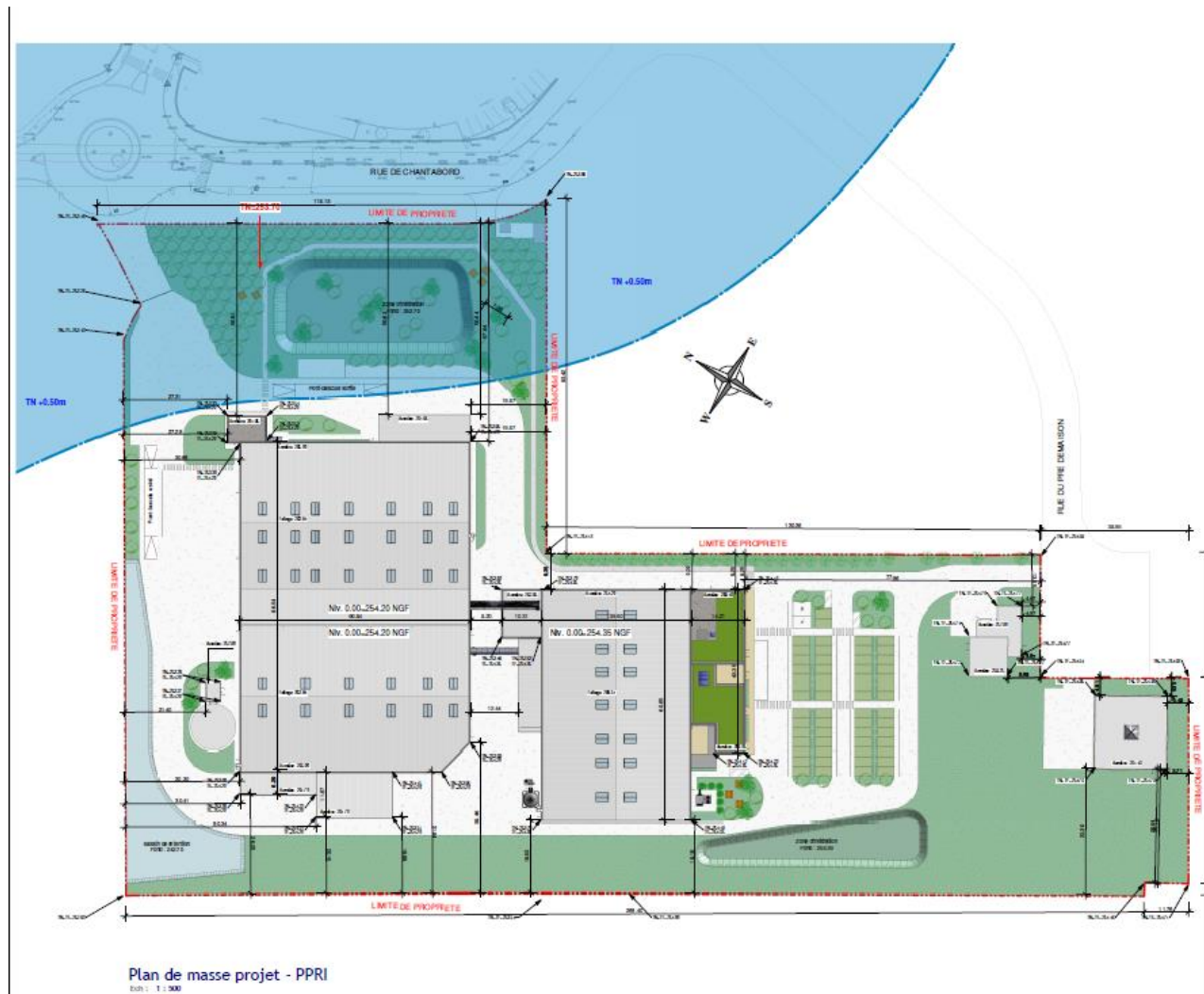
Ecoulements sur le site projeté

Figure 7: Carte des ruissellements exceptionnels (PLUi / zonage pluvial)

La zone située au nord-est de la parcelle est située sur un axe d'écoulement conséquents qui varie entre des zones touchées par un risque d'emportement et des zones sans danger.

Le principe général d'exploitation retenu sera d'éviter la création d'obstacles aux écoulements et d'aménagements susceptibles de subir des dégradations du fait d'une inondation.

Le projet dans sa conception prévoit de limiter son impact sur la crue. En effet, placer les points bas du site dans cette zone de fort ruissellement permet de limiter les effets et d'accompagner l'écoulement naturel, en laissant la voie libre à l'entrée nord-est du site.



Cette mesure vient en complément des prescriptions du PPRI.

2.2 PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHE AEP ET PPR DU PUIT DES ILES

Le projet se trouve, pour sa partie aval (parcelle HB 0001), à l'intérieur de la Zone de Protection Rapprochée du Puit des îles (captage d'eau) ayant fait l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique le 5 octobre 1994 et modifié le 10 avril 2013.

Selon l'article 6 de la DUP, sont interdits :

- tout rejet dans le milieu alluvionnaire, à l'exception des eaux de toiture des bâtiments existants et non dégradées avant réinjection,
- toute nouvelle Installation Classée à activité susceptible d'entraîner des pollutions accidentelles du sol et du sous-sol,
- tout stockage ou tout dépôt de produits polluants (hydrocarbures, produits chimiques,...) en pleine terre ou sur sol nu. Les stockages d'hydrocarbures devront être réalisés sur cuvettes de rétention étanche ou au moyen d'une double enveloppe avec protection cathodique,
- toute excavation au-delà de 2 m de profondeur. Les techniques de fondations de bâtiments par puits battus et/ou moulés sont interdites. Des fondations par pieux forés (tarière), micro-pieux ou pré-chargement seront choisies afin d'éviter les remontées de la nappe en charge et les échanges avec la surface. Par exception, peuvent être autorisées après avis de l'ARS, après saisine d'un hydrogéologue agréé, et après avis du CODERST, les travaux de réalisation d'équipements nécessitant une excavation supérieure à deux mètres comme les cuves enterrées.
Peuvent également être autorisées par arrêté préfectoral, les excavations réalisées lors des travaux sur les ouvrages et infrastructures existants permettant d'améliorer la situation sanitaire et environnementale.
- les eaux de lessivage des chaussées et des parkings seront collectées et conduites vers les réseaux pluviaux ou unitaires.



Légende

Recommandations liées à la pente du terrain naturel

Pente < 5% : Infiltration des eaux pluviales a priori envisageable (en l'absence de contraintes particulières)

 Périmètres de protection rapproché de captages AEP validés : Consultation de l'arrêté préfectoral nécessaire

 Emprise du site projeté

Figure 8: Extrait carte des préconisations d'infiltration d'EP selon le PLUi de Chambéry

Le second terrain (parcelles HA 0002 et HA 0007) ne rentre pas dans le périmètre de protection rapproché AEP mais les prescriptions seront toutefois appliquées par extension.

En complément des interdictions liées à la DUP, les prescriptions de l'hydrogéologue agréé seront appliquées dès la conception du centre de tri (voir Pièce n°24 Annexe 6_ Prescriptions Hydrogéologue janvier23) :

- La profondeur des excavations ne dépassera pas 2 m. Les fondations seront de type pieux forés ou micro pieux, en excluant les puits battus ou forés ;
- La gestion des eaux sera de type séparatif : les eaux pluviales (EP) de toiture seront dirigées vers des ouvrages d'infiltration directe naturelle tels que des espaces verts et des noues ;
- Les stockages de liquide susceptibles de polluer les eaux et les sols, seront associés à des capacités de rétention dimensionnées suivant les critères précis de la législation des ICPE.

Le stockage de GNR respectera un ensemble de règles (cuve double enveloppe avec dispositifs d'alarme et de jauge, mesures antieffraction, rétention générale en maçonnerie...) ;

- Le sol des aires où sont stockés et manipulés les déchets ou produits potentiellement polluants sera étanche et équipé de manière à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement ;
- Les postes de transfert de produit et de dépotage seront aménagés de manière à réduire les risques de pollution accidentelle et leurs conséquences.

Le projet de centre de tri respectera les prescriptions ci-dessus. Les mesures qui seront prises et appliquées sur le site sont décrites dans la pièce n°24 Justification gestion des EP.

2.3 ETAT DES SOLS

Selon le diagnostic de la qualité environnementale des sols mené par le bureau d'études SOCOTEC le 24 février 2022 (voir pièce n°23), la parcelle faisant l'objet de la division parcellaire HB 0001 (BMV) « n'est pas recensé comme BASIAS, ex BASOL ou SIS, en revanche des anciennes ICPE sont recensées au droit du site » (Bourgey Montreuil Logistique en 1978, pour du stockage et la distribution de carburant et BMV pour du stockage de marchandises au bénéfice de l'antériorité). De ces activités, des sources de pollution potentielles ont été identifiées sur le site et ont fait l'objet d'investigations constituées de 15 sondages, entre 2 et 3 m de profondeur, localisés au niveau des ces potentielles sources de contamination.

Les résultats de ce diagnostic démontrent qu'« au niveau de l'ensemble des sondages, les teneurs mesurées restent à chaque fois très faibles, et ne sont donc pas représentatives d'une contamination particulière. Sur la base de ces résultats, et du schéma conceptuel considéré, il apparaît donc que la qualité du milieu souterrain au droit du site est compatible avec l'usage industriel / commercial, sous réserve de l'application des recommandations ».

Les recommandations portent sur :

- les cuves enterrées non utilisées qui doivent être vidanger, dégazer et évacuer ;
- les déchets stockés sans protection qui doivent être évacués ;
- le démantèlement des voies ferrées avec la gestion du ballast et des traverses ferroviaires.

Pour conclure, le projet n'est pas contraint par la qualité du milieu souterrain au droit du site qui est jugée compatible avec l'usage industriel / commercial, sous réserve de l'application des recommandations. L'exploitant s'engage à prendre les mesures nécessaires afin d'éliminer toutes sources de pollution potentielle.

Un diagnostic sur la qualité environnementale des sols a également été menée sur les parcelles HA 0002 et HA 0007 (anciennes activités ORANGE) le 20 juillet 2022. Des investigations des sols ont été menées avec la réalisation de 20 sondages, le 09, 10 et 27 juin 2022. Cependant, les sondages S2, S3, S4 et S15 n'ont pas pu être réalisés aux profondeurs souhaitées en raison de la présence d'argiles (les sondages ont dû être stoppés conformément aux prescriptions de la DUP).

Les résultats démontrent des contaminations en métaux (mercure, cuivre) et hydrocarbures (HCT, HAP, éthylbenzène, xylènes et Dichlorométhane) liées à l'activité passée sur le site (champ agricole / marais jusqu'aux années 1960, où un remblaiement a été réalisé dans le cadre de la création d'une zone industrielle et d'une ligne de chemin de fer. Les bâtiments ont été créés dans les années 1980 puis ont été exploités par la société ORANGE pour une activité de bureaux, stockage, atelier, station-service et garage) ainsi que la présence de remblais d'origine anthropique issus du remblaiement dans les années 1960.

La conclusion de l'étude stipule que les impacts retrouvés étant modérés, une activité de type industrielle (centre de tri) n'est pas remise en cause sur le site et qu'ainsi la qualité environnementale des sols est jugée compatible avec l'usage projeté sous condition de l'application de mesures venant réduire le risque de propagation de pollutions :

- mettre / maintenir un revêtement de surface sur l'ensemble du site (dalle béton, enrobé) et un recouvrement des espaces verts (30 cm de terre végétale), afin d'éviter tout risque de contact cutané ou d'envol de poussières et d'infiltration vers les eaux souterraines ;
- procéder à l'évacuation de la cuve enterrée ainsi que les séparateurs d'hydrocarbures. Une attention particulière devra être portée lors de leur enlèvement,
- la conservation de la mémoire des contaminations mises en évidence,
- en cas de changement d'usage (autre qu'industriel), de procéder à des investigations complémentaires selon le projet envisagé,

Pour conclure, le projet de centre de tri n'est pas remis en cause sur le site car la qualité environnementale des sols est jugée compatible avec l'usage projeté sous condition de l'application de mesures venant éliminer à défaut réduire les sources de pollutions. L'exploitant s'engage à prendre les mesures nécessaires pour éviter tout risque de propagation de pollution.

2.4 PLAN DE PREVENTION DES RISQUES (PPR)

Le site projeté est compris dans le périmètre du PPRI du bassin Chambérien. L'analyse du PPRI est traitée dans la pièce n°15 Compatibilité documents planification.

2.5 SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE

La Savoie est concernée par le SCoT Métropole Savoie :

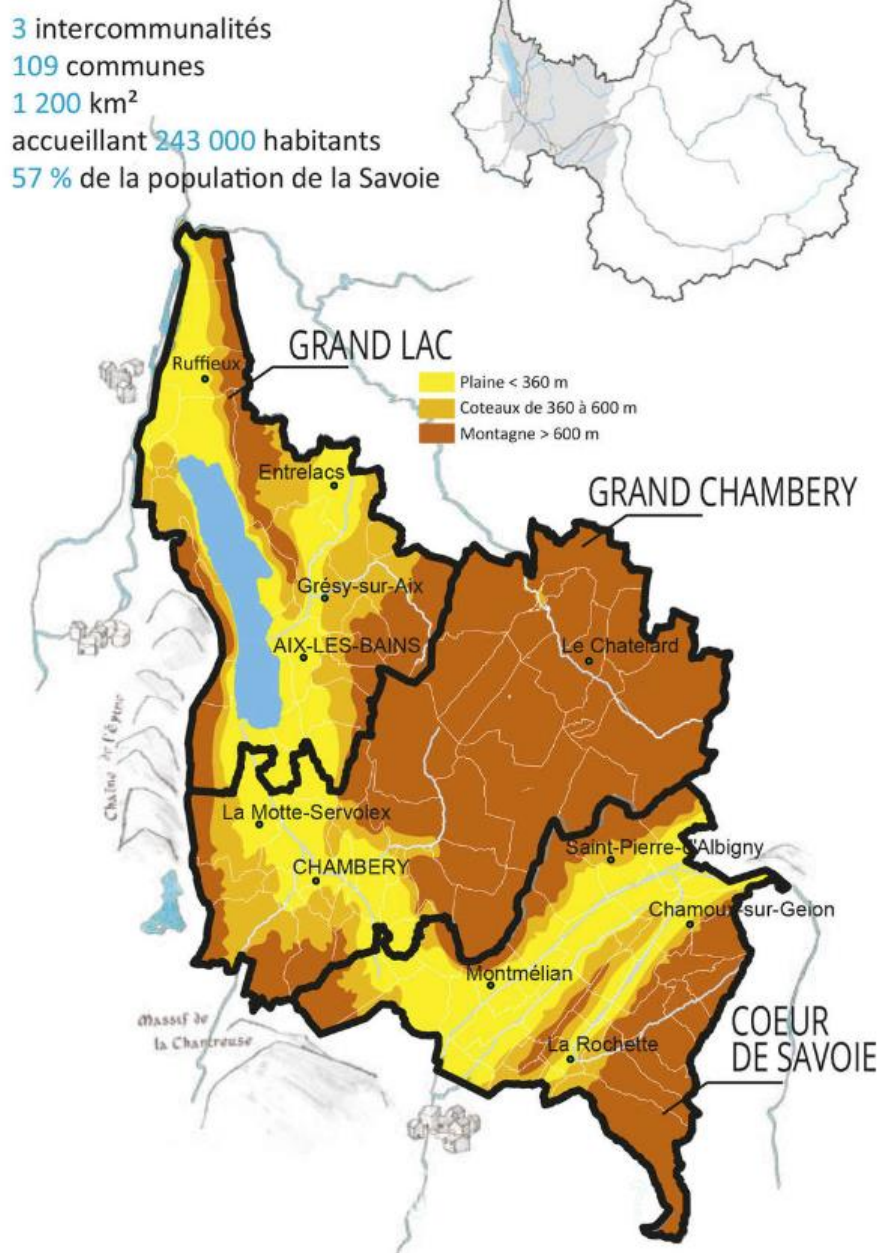


Figure 9: Situation de la Savoie (source: www.grandchambery.fr)

La commune de Chambéry, faisant partie de l'intercommunalité du Grand Chambéry, est concernée par le SCoT Métropole Savoie approuvé en 2005 et révisé pour sa dernière version du 03 août 2020.

Le SCoT Métropole Savoie se base sur 4 axes stratégiques, déclinés en plusieurs orientations et objectifs, qui sont les suivants :

- Axe 1 : Pour un territoire d'accueil, structuré, fonctionnel et solidaire ;
- Axe 2 : Pour un territoire respectueux et mobilisateur de ses ressources dans une logique d'emploi, de bien-être territorial et de service rendu aux populations ;
- Axe 3 : Pour un territoire intégré et connecté au sein des dynamiques économiques du sillon alpin et de l'axe Lyon-Turin ;
- Axe 4 : Pour un territoire résilient face aux défis climatiques et environnementaux.

Dans l'axe n°3, il est mentionné comme orientation et objectifs « Encourager la rénovation et la modernisation des refuges en améliorant leur intégration dans l'environnement, **en développant** la production d'énergies propres et le recyclage de l'eau, **la gestion des déchets** ou encore l'isolation des bâtiments ;

Dans l'axe n°4, il est mentionné la volonté de développer la valorisation matière à travers les réseaux de chaleur notamment en lien avec les **déchets plastiques**. Il est également mentionné de « Poursuivre la valorisation des déchets pour le chauffage des bâtiments et la production d'électricité, sous réserve du respect de la hiérarchie dans les modes de traitement des déchets (L110-1-1 du code de l'environnement) ».

Ainsi, les activités de centre de tri contribuent à l'atteinte des orientations et objectifs du SCoT.

Au travers des différents axes stratégiques et des divers objectifs et orientations qui en découlent, le projet ne portera pas atteinte au SCoT Métropole Savoie et s'inscrit pleinement dans sa stratégie de développement.



www.setec.fr

Paris

Immeuble Central Seine
42-52 quai de la Rapée
CS 71230
75583 PARIS CEDEX 12
FRANCE

Tél +33 1 82 51 55 55

Lille

2 rue du Priez
59000 LILLE
FRANCE

Tél +33 3 28 38 17 87

Lyon

Immeuble le Crystallin
191-193 cours Lafayette
CS 20087
69458 LYON CEDEX 06
FRANCE

Tél +33 4 27 85 49 56

Nantes

L'Acropole
1 allée Baco
44000 NANTES
FRANCE

Tél +33 2 44 76 63 30

Siège social : Immeuble Central Seine 42-52 quai de la Rapée 75583 PARIS CEDEX 12 – SAS au capital de 177 080 € - RCS PARIS 330 727 264 – TVA FR 38330727264